Que disent les élections législatives partielles...

... Effondrement confirmé du PS, baisse de LREM, mais aussi absence de "dégagisme"

mercredi 31 janvier 2018, par [Jacques COTTA](#)

Six mois après l'élection présidentielle et les élections législatives qui dans la foulée donnaient un raz de marée LREM, deux élections partielles avaient valeur de test. Après les ordonnances et la loi travail, après les mesures fiscales du gouvernement Macron Philippe, après la hausse de la CSG et avant les mesures visant l'assurance maladie et la sécurité sociale entre autres, en pleine « réforme » des lycées qui attaque le baccalauréat et plus généralement l'enseignement des humanités dans le secondaire, l'occasion était donnée de sanctionner, comme cela est d'usage dans la cinquième république, le pouvoir en place en infligeant une défaite à ses candidats.

Traditionnellement dans ce genre de situation, la « gauche » minoritaire a toujours remporté la faible mise, permettant de revendiquer l'arrêt de la politique à l'oeuvre en s'appuyant sur le mécontentement sorti des urnes.

Le premier tour de ces deux partielles a provoqué le déplacement des chefs de la majorité, Edouard Philippe dans le val d'Oise venu soutenir la candidate LREM élue en juin avec une avance confortable (54,22% des voix), et François Bayrou accompagné de Christophe Castaner à Belfort venus attaquer « la tricherie » du candidat LR élu avec 249 voix d'avance. Si ces élections partielles ne peuvent avoir d'influence sur la politique suivie, la majorité LREM étant assurée de ne pouvoir être remise en cause à cette occasion, leur importance est avant tout symbolique et politique. Selon le résultat, c'est la volonté d'un coup d'arrêt à la « macronie » qui risque de s'exprimer, risque guetté avec anxiété par l'Elysée, Matignon et les milieux d'affaires qui ont porté Emmanuel Macron au pouvoir.

De même pour l'opposition, et la première d'entre elle, la France Insoumise, ces résultats méritent toute l'attention nécessaire. Confirment-ils l'appréciation en cours, la volonté exprimée hier de « dégage », donnent-ils une cohérence à la « connectivité des luttes » qui justifie l'existence du mouvement contre la constitution d'un parti sur la base d'un programme discuté et adopté, ou au contraire infirment-ils l'appréciation sur laquelle est orientée la FI ?

Que disent donc les résultats de ce premier tour ?

1- L'abstention est massive, plus encore que pour les scrutins précédents. Dans le val d'Oise seul un électeur sur cinq s'est déplacé alors que dans le territoire de Belfort la participation ne concerne qu'un peu plus d'un électeur sur 4. Evidemment l'absence d'enjeu direct et immédiat pèse. Mais ce constat ne peut remplir une fonction « autojustificative » rassurante d'une politique qui ne se vérifie pas. Le « dégage » n'est pas au rendez-vous. La possibilité de dire « dehors ! » aux différents Macrons locaux n'a pour le moment pas été saisie.

2- Vu le nombre de votants, les qualifiés au deuxième tour le sont d'une façon très minoritaire. Ce sont les sortants invalidés qui se trouvent en bonne position. La LREM Isabelle Muller-Quoy dans le val d'Oise avec 29,28% des suffrages exprimés (soit environ 6% du corps électoral !) est en tête face à son rival LR Antoine Savignat, allié à l'UDI, qui a recueilli 23,67% des voix (environ 5% du corps électoral). Et dans le territoire de Belfort, c'est l'inverse. Le LR invalidé Ian Boucard arrive devant le conseiller départemental Christophe Grudler.

3-La gauche sort exsangue, dans la continuité des élections présidentielles et des législatives de 2017. Le parti socialiste est pratiquement rayé de la carte dans le territoire de Belfort avec 2,6% des suffrages contre 9% il y a six mois. Dans le val d'Oise les 6% réalisés par le PS ressemblent fort aux dernières convulsions du malades qui s'accroche à un dernier souffle.

4-Le FN et ses différents appendices anciens, actuels ou futurs sont extrêmement affaiblis. Ce qui indique que les thèmes traditionnels du FN -préférence nationale, immigration massive, etc...- ne portent plus ses candidats, d'autant qu'Emmanuel Macron use d'un discours qui reprend en partie avec Gérard Collomb le ministre de l'intérieur les accents frontistes, lorsque du côté de la FI la confusion règne parfois, selon qu'on entend JLM qui défend de façon imparable la nation, les frontières et l'état ou certaines voix de la FI qui à l'inverse, dans les groupes d'action, se disent partisans d'une immigration libre et sans contrôle ... Quant à la confrontation entre le FN et ses nouveaux concurrents « patriotes de Philippot » ou candidats de « Lang-Le Pen », c'est à l'avantage du premier que la partie s'est jouée, indiquant que l'espace pour tous les dissidents du FN (dont la principale fonction est de permettre aujourd'hui au régime de tenir, comme hier à Macron d'être élu) est des plus limités.

5-Demeure la FI dont il est préférable -quitte à sembler désagréable- de voir le verre à moitié vide qu'à moitié plein. Les résultats obtenus sont en effet pour le moins mitigés.

> Dans le val d'oise, la candidate FI Leila Saïb recueille 11, 47% des voix. Au titre des satisfactions en trompe l'oeil, elle passe devant le FN Stéphane Capdet (10,11%) qui était confronté dans son camp à un candidat du parti de Florian Philippot et un autre de Carl Lang et Jean Marie le Pen.

Là encore, ce sont les voix qui ont du sens. Alors qu'en juin la candidate recueillait 3895 voix, elle en totalise là 1867, soit une perte de 2028 voix.

>A Belfort, Anaïs Beltran, candidate FI, se place en troisième position derrière les candidats LR et LREM. Elle totalise 1568 voix alors qu'en juin elle rassemblait 2821 électeurs sur son nom. De plus pour cette primaire, le candidat MRC avait fait connaître son intention de ne pas se présenter et d'appeler à voter FI. Il totalisait en juin 2110 voix. Ainsi, la comparaison donne une perte de 1253 voix si on ne compte que les suffrages portés sur la FI, de 3363 voix si on additionne les voix du MRC il y a six mois.

Cela permet de questionner sur la marche suivie et la marche à suivre.

La déperdition d'une partie de l'électorat est sans doute inévitable dans la situation présente. Mais dans de tels rapports, cela pose question. Si l'électorat s'écarte, c'est sans doute sur une question de compréhension, de sens, d'appréciation des événements. La question qui semble posée est la suivante : dans la période présente, quel est le ciment qui peut permettre à ces couches qui aux présidentielles ont créé l'évènement en votant Mélenchon de demeurer fidèles à cet engagement et de ne pas se disperser ?

La conception selon laquelle la « connexion des luttes » permet de faire vivre un mouvement et de retrouver sur le terrain électoral les résultats du combat engagé dans les entreprises et les quartiers se montre invalidé. D'abord parce que la « connexion des luttes » demande que les luttes soient importantes, massives, offensives. Depuis la loi travail le gouvernement a permis au Medef, conformément à la volonté de l'union européenne, de passer à la vitesse supérieure. Peugeot, Carrefour, mais aussi toute une série de PME sont engagées dans des licenciements massifs. Les réactions existent, mais le rouleau compresseur passe.

Comme les bulles d'une boisson frétilante, la FI risque au vu des résultats de voir s'évaporer un électorat qui a fait la surprise aux présidentielles en portant JLM au seuil du deuxième tour. C'est un discours clair qui a convaincu. Le discours du candidat sur la Nation, sur la souveraineté, sur la sociale, sur l'emploi, les services publics, l'indépendance nationale... Comment aujourd'hui résister à une situation marquée par l'offensive de l'adversaire, autrement qu'en impulsant le débat démocratique sur ces questions ? Qu'en organisant sur le programme, sur la discussion, sur l'orientation, qu'en débattant démocratiquement du fond pour décider de la ligne qui détermine l'action ?